



**Convention relative au versement d'une Subvention
d'Investissement en faveur du Groupe Hospitalier du Centre
Alsace à COLMAR
pour l'installation de 18 nouvelles places d'EHPAD transférées du
Centre Départemental de Repos et de Soins**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le règlement n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif aux aides dites de minimis,

Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011, et plus généralement les règles dites « Paquet ALMUNIA », relatives aux aides d'Etat,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le Règlement Financier du Département du Haut Rhin,

Vu l'arrêté ARS n° 2014/1562 et l'arrêté du Conseil Général n° CG 2015-00032 du 12 décembre 2014 relatif au transfert de places du Centre Départemental de Repos et de Soins (CDRS) vers le Groupe Hospitalier du Centre Alsace (GHCA),

Vu la demande de subvention présentée par le Groupe Hospitalier du Centre Alsace en date 16 avril 2015,

Entre

Le Département du Haut-Rhin (dossier suivi par le Service de la Tarification des Etablissements Sociaux), représenté par le Président du conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du, sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

et

le Groupe Hospitalier du Centre Alsace à COLMAR, représentée par son Président Monsieur Francis BUCHER, dûment habilité pour ce faire, sise Hôpital Albert Schweitzer - 201 avenue d'Alsace - BP 20129 - 68003 COLMAR Cedex,

ci-après désignée sous le terme « l'association »

d'autre part,

Considérant le projet porté par l'association, lequel est conforme à son objet statutaire et consiste en l'installation de 18 nouvelles places d'EHPAD.

Considérant la politique départementale relative aux actions en faveur des personnes âgées et notamment la politique de soutien à l'investissement dans les établissements d'hébergement et services d'accueils de jour pour personnes âgées.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Conformément à son objet statutaire, l'association poursuit les objectifs suivants :

La mission de l'association consiste à gérer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Suite à la transformation au Centre Départemental de Repos et de Soins en date du 1^{er} janvier 2015 de places d'EHPAD en places d'Etablissement de Soins de Suite et de Réadaptation (SSR), 18 places d'EHPAD sont transférées au Groupe Hospitalier du Centre Alsace.

Dans ce cadre, l'association met en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité un projet d'installation de 18 nouvelles places d'EHPAD.

La poursuite et la mise en œuvre de ce projet présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnées ci-avant.

Ce projet est éligible à l'attribution d'une subvention d'investissement départementale selon les conditions définies dans la procédure d'octroi d'une subvention d'investissement départementale aux établissements d'hébergement et services d'accueil de jour pour personnes âgées.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des actions mises en place par l'association et l'intérêt général qui s'y rattache, le Département lui attribue une subvention d'investissement, dans les conditions précisées ci-après.

Cette subvention devra uniquement être employée pour l'installation des 18 places d'EHPAD, tel que précisé ci-avant.

A titre indicatif, l'octroi de cette subvention ne donne lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

Article 2 : Montant de la subvention départementale

Après examen du projet transmis par l'association, le Département alloue à l'association, pour la réalisation du projet mentionné à l'article 1^{er}, une subvention d'un montant maximal de 378 000 euros.

Ce montant correspond à 30 % du montant estimatif de la dépense éligible, sur la base de 70 000 € HT maximum par lit, soit un montant total de 1 260 000 euros HT, conformément à la procédure relative à l'octroi d'une subvention d'investissement départementale aux établissements d'hébergement et services d'accueil de jour pour personnes âgées.

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'association pour la mise en œuvre de l'action subventionnée est inférieur au montant des dépenses subventionnables, la subvention versée par le Département sera automatiquement réduite à due concurrence en fin d'opération, par décision du Président du conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif de la subvention, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du conseil départemental.

L'association devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par l'association pour la mise en œuvre de l'action subventionnée est supérieur au montant des dépenses subventionnables, aucune augmentation du montant de la subvention départementale ne pourra être sollicitée, le montant de cette dernière étant maximal.

Article 3 : Modalités de versement et de contrôle de la subvention

Conformément aux règlements financiers du Département, la subvention sera versée comme suit :

- un acompte fixe de 50 % dès fourniture des justificatifs équivalents
- le solde à la fin de l'opération, sur la base des justificatifs équivalents.

Les pièces justificatives à fournir correspondent au décompte financier de l'opération avec relevé des paiements certifié par le trésorier, avec copie des factures acquittées ou des décomptes des entreprises.

Pour les travaux soumis à l'article L 111-7-4 du Code de la construction et de l'habitat, issu de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le versement du solde des subventions ne pourra s'opérer qu'après remise d'une attestation d'accessibilité.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

De plus, aucun versement d'une aide accordée ne pourra être demandé par l'association au-delà des crédits inscrits au budget annuel du Département. Dans cette hypothèse, le versement sera reporté à une année budgétaire ultérieure.

Les versements seront effectués par prélèvement sur le programme I214, chapitre 204, fonction 53, nature 20422 du budget départemental.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale

La convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, pour les subventions d'investissement supérieures à 100 000 euros la durée de validité de la subvention est de 3 ans à compter de la notification.

Article 5 : Engagements de l'association

L'association s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
 - le bilan et le compte de résultat de l'année n-1 certifié par le trésorier de l'association,
 - un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
 - le rapport d'activités ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention,
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession de la créance départementale.
- faire mention du soutien du Département, par tout moyen approprié, sur tous supports de communication relatifs à l'action subventionnées ;
- à informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet de la subvention départementale.
- à amortir la subvention et réaliser une reprise de la subvention en section d'exploitation sur la durée d'amortissement de l'investissement réalisé dès lors que les travaux commenceront à être amortis.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

L'association devra également associer le conseil départemental aux inaugurations, poses de premières pierres, aux manifestations relevant de la subvention départementale. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces événements.

Article 6 : Sanctions

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par l'association sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de la subvention, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement de la subvention ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

Article 7 : Suivi et évaluation

Dans le cadre du suivi de l'exécution des travaux et conformément à la procédure d'octroi d'une subvention d'investissement départementale aux établissements d'hébergement et services d'accueil de jour pour personnes âgées, l'association s'engage à fournir :

- la fiche financière d'opération réactualisée pour chaque modification significative du projet (annexe n°1),
- et trimestriellement la fiche de suivi de projet (Annexe n°3).

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 9 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

Elle pourra également être résiliée à l'initiative de l'association, soit pour des motifs qui lui sont propres tenant notamment à son activité et son administration, soit en cas de faute du Département. Dans ce dernier cas, la résiliation ne pourra intervenir qu'après envoi, au Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois suivant sa réception, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Le Département se réserve aussi la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non respect par l'association de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour l'Association d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

Article 10 : Responsabilité

L'association exerce ses activités et actions définies à l'article 1^{er} sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et projet, pour lesquels il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

Article 11 : Cession de créances

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de l'association de cession de la créance que constitue la subvention départementale au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créance, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien de la subvention et son versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

Article 12 : Compétence juridictionnelle

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire

A COLMAR, le

LE PRESIDENT
DE L'ASSOCIATION

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DU HAUT-RHIN

Direction de la Solidarité

DOSSIERS EXAMINES PAR LA COMMISSION PERMANENTE DU
12 JUIN 2015

**Contrats de Territoires de Vie (investissement)
PROGRAMME 2015**

N° Opération	Maître d'ouvrage Libellé de l'opération	Montant Subventionnable	Taux	Montant de la subvention
CTV02182	GROUPE HOSPITALIER CENTRE ALSACE GHCA de COLMAR – transfert de 18 places d'EHPAD Colmar, Fecht et Ried	1 260 000,00 €	30%	378 000,00
			Total	378 000,00